

Les enseignements à tirer du duel de 1994-1995 entre Jacques Chirac et Edouard Balladur sur la volatilité de l'électorat de droite



Lors de la campagne présidentielle de 1994-1995 et en quelques mois, Jacques Chirac voit ses intentions de vote dépasser celles d'Edouard Balladur. Quelques mois encore avant le premier tour, ce dernier dominait largement la course.

Avec Jean Petaux

Avec Frédéric Dabi

Atlantico : Quelles sont les grandes étapes de cette campagne en ce qui concerne la droite ? Comment le duel entre Balladur et Chirac s'est-il déroulé ?

Jean Petaux : Il est possible de distinguer trois "tiers-temps" dans la compétition qui a opposé les deux "amis de 30 ans", Chirac et Balladur, entre 1993 et 1995.

Le premier de ces trois actes débute avec la victoire par KO de la coalition RPR-UDF aux législatives de 1993 sur le PS et la majorité gouvernementale sortante. Le suicide de Pierre Bérégovoy, premier ministre battu, le 1^{er} mai 1993, quelques semaines après le second tour des législatives, marque en quelque sorte le point final tragique de la déroute de la gauche cette année-là. Edouard Balladur a accepté, bien que n'étant pas à la tête du parti dominant au sein de la nouvelle majorité, d'entrer à Matignon et de former un gouvernement. Jacques Chirac, dûment instruit (et édifié...) par la première cohabitation entre 1986 et 1988 qui s'est soldée par un deuxième échec à l'Élysée, s'est mis en quelque sorte "en réserve de la République". Pasqua a retrouvé l'Intérieur, Sarkozy occupe un ministère stratégique, le Budget, et est porte-parole du gouvernement, autrement dit dispose d'une visibilité et d'une exposition hebdomadaires très fortes. Alain Juppé au Quai d'Orsay est à la tête d'un des deux grands ministères régaliens en relation permanente avec un président Mitterrand malade et uniquement occupé à écrire sa propre cérémonie funèbre.

□

Données Ifop

Philippe Seguin a "pris" le perchoir (la présidence de l'Assemblée) le 2 avril 1993. Tout est en place pour assurer à Jacques Chirac une tranquille marche vers l'Élysée dont l'accès semble acquis en mai 1995. Pendant toute l'année 1993 Jacques Chirac prépare la future campagne présidentielle. Nulle trace de trahison potentielle même si Philippe Seguin, toujours aussi clairvoyant dit à Chirac à propos de Balladur : *"Edouard à Matignon, la première fois que tu l'appelleras il te prendra au téléphone mais te dira rapidement qu'il doit couper parce qu'il est occupé ; à ton deuxième appel il fera dire par sa secrétaire qu'il ne peut te prendre en ligne mais qu'il va te rappeler très vite : il le fera le lendemain ; la troisième fois, non seulement il ne te prendra pas mais il ne te rappellera jamais"*. Les proches de Chirac (Claude, sa fille, en particulier) ont bien remarqué dans le comportement de Nicolas Sarkozy comme un manque d'enthousiasme à participer aux réunions de travail en vue de la future présidentielle et un absentéisme qui ne le ressemble guère, lui

toujours prompt à apparaître comme le meilleur des militants et le premier des fidèles.

Au début de l'année 1994, le Conseil constitutionnel dans sa décision du 13 janvier invalide l'article 2 de la loi Bayrou portant réforme de la loi Falloux. La querelle scolaire avait été ravivée par la fraction de la majorité proche de l'enseignement privé catholique. Chirac, peu versé du côté des cathos, a laissé faire un premier ministre surtout soucieux de ne point déplaire à son électorat de la droite traditionnelle. Cette réminiscence de la "guerre scolaire" tourne, cette fois-ci, en faveur de l'opposition socialiste toute heureuse de se refaire une santé en prévoyant de défiler spectaculairement à Paris lors d'une manifestation pour l'école publique, le 16 janvier 1994, destinée à être le "match retour" de la grande manifestation de Versailles en juin 1984, dix ans plus tôt quand la droite avait affiché sa force. Malgré la décision du CC trois jours auparavant, la manifestation est maintenue et la gauche rassemble près de 1 million de personnes à Paris. Balladur accuse le coup mais s'en sort bien et sa popularité ne faiblit pas. C'est en fait à la faveur des journées parlementaires de la rentrée 1994 que Chirac va comprendre que Balladur l'a littéralement "carbonisé" auprès de son propre parti. La trahison est manifeste. Chirac a longtemps refusé de la voir et d'y croire.

Tout comme il ne pouvait imaginer celle de son "poulain" Sarkozy, son "fils politique adoptif". Balladur a patiemment tissé sa toile et semble avoir définitivement vidé Chirac de son sang et de sa légendaire vitalité. Ce deuxième tiers-temps, très favorable au premier ministre dans son bilan va durer jusqu'à la déclaration de candidature d'Edouard Balladur en janvier 1995. Dans un sondage TNS Sofres réalisé entre le 24 et le 26 janvier 1995, quelques jours après qu'il ait présenté sa candidature aux Français (annonce d'ailleurs très mauvaise dans sa forme), Balladur caracole en tête : il recueille 32% des intentions de vote au premier tour ; Chirac 18% et Jospin 17%. Dix mois plus tôt, en mars 1994, le même institut de sondage TNS Sofres crédite Balladur de 33% des voix, Jospin de 24% et Chirac de... 14%. La cause semble entendue en janvier 1995. En février, c'est le moment où Arlette Chabot sur France 2 pose au candidat Chirac, devant plusieurs millions de Français, la question choc : "*Monsieur Chirac irez-vous jusqu'au bout ?*". Et Chirac de lui répondre : "*Non mais vous plaisantez j'espère*".

Le troisième tiers-temps du duel Balladur-Chirac va être très court en fait. Ce n'est qu'aux environs du 10 mars 1995, à 40 jours du premier tour, que les courbes se croisent entre les deux candidats. Dans un sondage TNS Sofres réalisé les 8 et 9 mars, Jacques Chirac obtient 24% des intentions de vote, Jospin 21% et Balladur 20%. Que s'est-il donc passé ? D'abord la campagne "à gauche" de Chirac a porté ses fruits, la thématique de la lutte contre "la fracture sociale" a bien pris, aux antipodes du profil "louis-philippard" d'un Balladur qui apparaît comme littéralement coupé du pays réel. De surcroît Balladur va se prendre les pieds dans plusieurs affaires malsaines, plus ou moins montées, comme celle voulant mettre en cause le juge d'instruction Eric Halphen par l'intermédiaire de son beau-père, le docteur Maréchal. Les faits datent de décembre 1994, ils vont venir empoisonner les dernières semaines, les plus stratégiques de toute campagne présidentielle. Les derniers sondages réalisés juste avant la fameuse semaine du "silence des instituts" donnent le sentiment que l'écart s'est vraiment creusé entre Chirac et Balladur : 24% pour le premier et 16,5% pour le second, avec un Jospin juste au milieu des deux à 20,5%. En fait le résultat du premier tour, le 23 avril 1995, va être assez différent. C'est Lionel Jospin qui "vire" en tête avec 23,30% des voix et l'écart est bien plus resserré entre Chirac et Balladur : 2,26 % des voix. Il s'en est fallu de peu que Balladur repasse devant : 700.000 voix séparent les deux "frères ennemis".

Les supporters de Balladur se répandaient partout dans les médias, entre avril 1993 et avril 1995 pour faire croire que Chirac était un demi-fou, énervé, dangereux. Le calme serein et olympien de l'homme d'Etat Balladur était censé faire apparaître encore plus agité le maire de Paris. En réalité, bien conseillé par un Mitterrand désireux de régler son compte à Balladur, Chirac a mené sa barque avec talent et intelligence. Démagogue à souhait, cultivant un côté "peuple" que le grand bourgeois Balladur en veste de Tweed ignorait superbement. Le rouleau compresseur Chirac a gagné face au trop raisonnable et trop coincé Balladur. En 1995 les Français croyaient encore à l'hédonisme.

Quels enseignements peut-on d'après vous tirer de la campagne présidentielle de 1994-1995 quant à la volatilité de l'électorat de droite lorsque deux candidats sont en concurrence ?

□
Frédéric Dabi : La question que l'on peut tout d'abord se poser est de savoir pourquoi les instituts de sondage ont si mal évalué le rapport de force Jospin-Chirac-Balladur à l'époque, et surtout le rapport de force Chirac-Balladur, particulièrement dans les derniers jours de la campagne. Il faut rappeler que dans un premier temps Edouard Balladur était nettement devant, puis mi-février il y a ce retournement en faveur de Jacques Chirac... Tout simplement parce que la difficulté de cette présidentielle de 1995 est qu'il a eu deux candidats qui appartenaient au même camp, et qui étaient donc extrêmement proches du point de vue des idées et des valeurs. Jacques Chirac a donc fini à 20% alors qu'il était prévu à 23% quelques jours plus tôt dans les sondages.

C'est ce qui me fait dire que les rapports de force actuels en vue d'une primaire de la droite et du centre sont extrêmement fragiles, et qu'ils sont soumis à une triple incertitude : la première étant qu'on ne connaît tout simplement pas la composition de l'offre électorale. Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé seront-ils candidat ? Pour prendre le cas de la primaire socialiste en 2011, ce n'est que fin juin que l'offre électorale s'est figée, notamment avec la candidature de Martine Aubry et de Manuel Valls suite à la défection de Dominique Strauss-Kahn.

Deuxièmement, il y a une incertitude sur le corps électoral : qui ira voter ? Doit-on s'attendre à des votes stratégiques de la part d'électeurs de gauche en faveur d'Alain Juppé ? Ou au contraire pour Nicolas Sarkozy en pensant qu'il aurait moins de chance face à François Hollande ?

Et surtout troisièmement, nous pourrions retrouver en novembre prochain la volatilité que la droite a connue en 1995. François Fillon, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire auront probablement tous un programme libéral, axé sur la réduction de la dette, sur la réforme des retraites... C'est-à-dire un programme fondamentalement similaire sur les questions économiques et sociales, sujet au cœur des attentes des Français. C'est dans ce contexte qu'il pourra y avoir une volatilité importante, même dans les derniers jours de la campagne.

Jean Petaux : La volatilité dont vous parlez est limitée, elle demeure dans le champ électoral des droites en somme. Encore que pour ce qui concerne le duel Chirac-Balladur ce n'était même pas un affrontement entre deux formations politiques distinctes, composantes de la droite française, telles que pouvaient l'être alors le RPR et l'UDF. Cela aurait été le cas dans l'hypothèse d'un duel Chirac – Giscard (Giscard a pensé un temps qu'il allait pouvoir se présenter en 1995) ou comme cela s'était produit en 1981 (duel VGE – UDF-

versus Chirac – RPR) ou en 1988 (duel Chirac – RPR versus Barre – UDF). En 1995 le conflit est “intra-RPR”, même si l’UDF dans sa quasi-totalité va se rallier à Edouard Balladur. Cette configuration interne au parti néo-gaulliste va, évidemment, accentuer la dimension “fratricide” du duel, avec cette expression reprise jusqu’à saturation par les observateurs d’alors : “Les amis de trente ans” qui partageaient d’ailleurs une même proximité affective et politique avec leur mentor commun, un “même père” en somme : Georges Pompidou qu’ils servirent fidèlement. Alors l’électorat de droite n’a pas été si volatile que cela finalement en 1994-1995. Jamais deux candidats n’avaient sans doute été aussi proches idéologiquement et politiquement. Seuls leurs caractères semblaient les différencier et quelques discours de circonstance, montrant chez Chirac une “tendance sociale” à laquelle il avait, de temps en temps, accoutumé les Français comme lors de son discours d’Egletons où il évoqua même un “travaillisme à la française” (3 octobre 1976) quelques semaines après avoir claqué (très bruyamment) la porte de Matignon au nez de Giscard.

Difficile de tirer des enseignements de la campagne de 1994-1995 qui pourraient être transposés à celle de 2017. D’autant qu’il existe une différence de taille : les primaires et la “jurisprudence du 21 avril 2002” qui fait que, désormais, l’hypothèse d’une présence au second tour du ou de la candidate FN fonctionne comme une véritable menace sur les candidatures. Si les primaires avaient existé à droite en novembre 1994, Chirac y aurait peut-être été battu par Balladur et n’aurait sans doute pas pu se présenter contre lui. Finalement, dans le jeu constitutionnel de la Vème République, le premier tour a été conçu pour être un “tour de primaires” au cours duquel chaque bloc, celui de droite ou celui de gauche, sélectionne son “leader”, son “champion” qui va affronter le candidat du “camp d’en face” au cours du duel du second tour. Il en alla ainsi jusqu’en avril 2002. Désormais la “tripartition” de la vie politique française (sans parler des fragmentations considérables qui existent au sein de ces trois blocs) complexifie considérablement la situation. Et ne la rend que plus incertaine donc intéressante.